

BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

9 februari 2000

WETSVOORSTEL

**tot wijziging van artikel 43 van
het Gerechtelijk Wetboek**

(ingediend door de heren Thierry Giet en
André Frédéric)

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

9 février 2000

PROPOSITION DE LOI

**modifiant l'article 43 du
Code judiciaire**

(déposée par MM. Thierry Giet et
André Frédéric)

AGALEV-ECOLO	:	Anders gaan leven / Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales
CVP	:	Christelijke Volkspartij
FN	:	Front National
PRL FDF MCC	:	Parti Réformateur libéral - Front démocratique francophone-Mouvement des Citoyens pour le Changement
PS	:	Parti socialiste
PSC	:	Parti social-chrétien
SP	:	Socialistische Partij
VLAAMS BLOK	:	Vlaams Blok
VLD	:	Vlaamse Liberalen en Democraten
VU&ID	:	Volksunie&ID21

Afkortingen bij de nummering van de publicaties :

DOC 50 0000/000: Parlementair document van de 50e zittingsperiode +
het nummer en het volgnummer

QRVA : Schriftelijke Vragen en Antwoorden
HA : Handelingen (Integraal Verslag)
BV : Beknopt Verslag
PLEN : Plenum
COM : Commissievergadering

Abréviations dans la numérotation des publications :

DOC 50 0000/000 : Document parlementaire de la 50e
législature, suivi du n° et du n° consécutif

QRVA : Questions et Réponses écrites
HA : Annales (Compte Rendu Intégral)
CRA : Compte Rendu Analytique
PLEN : Séance plénière
COM : Réunion de commission

Officiële publicaties, uitgegeven door de Kamer van volksvertegenwoordigers

Bestellingen :
Natieplein 2
1008 Brussel
Tel. : 02/ 549 81 60
Fax : 02/549 82 74
www.deKamer.be
e-mail : alg.zaken@deKamer.be

Publications officielles éditées par la Chambre des représentants

Commandes :
Place de la Nation 2
1008 Bruxelles
Tél. : 02/ 549 81 60
Fax : 02/549 82 74
www.laChambre.be
e-mail : aff.generales@laChambre.be

TOELICHTING

DAMES EN HEREN,

Dit wetsvoorstel neemt de tekst over van wetsvoorstel nr. 1406/1 - 97/98.

Al vele jaren wordt overvloedig kritiek geleverd op de vormgeving van de gerechtelijke akten en op de rechtstaal.

Ons inziens is het geenszins overdreven te stellen dat de rechtstaal, de vormgeving van de gerechtelijke akten en *a fortiori* de gerechtelijke wereld door buitenstaanders als onbegrijpelijk worden ervaren en slechts toegankelijk zijn voor ingewijden.

Ter illustratie van die vaststelling, een passage uit een Franse studie van Paul Troisfontaines:

«On se souviendra peut-être que c'est un fait divers qui a servi de révélateur à la dénonciation d'un certain jargon judiciaire. Il s'agit de l'affaire Huriez où un enfant se suicida suite à l'arrestation de sa mère. Celle-ci avait été condamnée à deux reprises par défaut à une peine de 4 mois d'emprisonnement ferme pour un chèque sans provision de 75 francs français. L'enquête qui suivit révéla qu'elle n'avait rien compris à l'assignation d'huissier pas plus qu'à la signification du premier jugement.» («*Le langage judiciaire*», Ann. Fac. Dr. Liège 1981, blz. 167.)

De inspanningen om de gerechtelijke wereld voor de rechtzoekende begrijpelijker te maken, zijn dan ook zeer lovenswaardig en passen bovendien perfect in de huidige tendens.

Datzelfde streven vinden we reeds terug in de «ordonnance royale de Villers-Cotteret» van 15 augustus 1539: «Tous les actes et opérations de justice se feront désormais en français et afin qu'il n'y ait cause de douter sur l'intelligence des dits arrêts, nous voulons et ordonnons qu'ils soient faits et écrits si clairement, qu'il n'ait ni puisse avoir aucune ambiguïté ou incertitude, ni lieu à demander interprétation».

Die doelstelling is nog steeds actueel.

Over dat onderwerp zijn veel pennen in beweging gebracht, met name in Frankrijk waar heel wat circulaires werden uitgevaardigd, die ertoe strekten de rechtstaal te verduidelijken. (cf. circulaire van 31 januari 1977 «relative à la présentation des jugements», J.O. 11 februari 1997; circulaire van de «Garde des Sceaux,

DÉVELOPPEMENTS

MESDAMES, MESSIEURS,

La présente proposition de loi reprend le texte de la proposition n° 1406/1 - 97/98.

Depuis de nombreuses années déjà, la présentation des actes judiciaires et le langage judiciaire lui-même, font l'objet de multiples critiques.

Prétendre que le langage judiciaire, la présentation des actes judiciaires, et plus encore le monde judiciaire, sont hermétiques au monde extérieur et ne sont accessibles qu'aux initiés, est une formule qui, à notre sens, n'est nullement excessive.

Pour illustrer ce constat, je me permets de reproduire ici un paragraphe d'une étude rédigée par Paul Troisfontaines :

«On se souviendra peut-être que c'est un fait divers qui a servi de révélateur à la dénonciation d'un certain jargon judiciaire. Il s'agit de l'affaire Huriez où un enfant se suicida suite à l'arrestation de sa mère. Celle-ci avait été condamnée à deux reprises par défaut à une peine de 4 mois d'emprisonnement ferme pour un chèque sans provision de 75 francs français. L'enquête qui suivit révéla qu'elle n'avait rien compris à l'assignation d'huissier pas plus qu'à la signification du premier jugement.» («*Le langage judiciaire* », Ann. Fac. Dr. Liège, 1981, p.167).

Tenter dès lors de faire mieux comprendre la Justice à ceux pour qui elle est faite demeure une préoccupation appréciable et s'inscrit parfaitement dans la ligne de conduite actuelle.

L'ordonnance royale de Villers-Cotteret du 15 août 1539 fixait déjà les objectifs suivants : «Tous les actes et opérations de justice se feront désormais en français et afin qu'il n'y ait cause de douter sur l'intelligence des dits arrêts, nous voulons et ordonnons qu'ils soient faits et écrits si clairement, qu'il n'ait ni puisse avoir aucune ambiguïté ou incertitude, ni lieu à demander interprétation».

Le but poursuivi reste toujours d'actualité.

Le sujet a fait l'objet de nombreux travaux notamment en France où ils ont abouti à l'élaboration de circulaires ayant pour objet de clarifier la langue de la justice (Cf. circulaire du 31 janvier 1977 relative à la présentation des jugements, J.O. 11 février 1977; circulaire du Garde des Sceaux, ministre de la Justice du 2

ministre de la Justice» van 2 mei 1974, J.O. 11 mei 1974; circulaire van 18 juni 1976, J.O. 6 juli 1976; circulaire van 15 september 1977, J.O. 24 september 1977).

In België blijkt uit de regeringsverklaring van 1979 dat de regering ernaar wou streven het recht dicht bij de burger te brengen (zie: *Courrier hebdomadaire du CRISP*, nr. 867, blz. 28).

In 1980 werden, op initiatief van de minister van Justitie, commissies in het leven geroepen die een advies moesten uitbrengen over de manier waarop de rechtstaal zo begrijpelijk mogelijk kon worden gemaakt voor de rechtzoekende.

Bij ons weten hebben die commissies nooit veel opgeleverd. Niettemin nam de vakbondsvereniging van magistraten het idee over, tijdens haar congres van oktober 1980 over de ontvangst in de gerechtshoven.

De Franstalige rechtsfaculteiten hebben zich eveneens over het probleem gebogen, tijdens een colloquium over het toegang tot het recht en het gerecht (Brussel, januari 1983).

In het verslag van die vergadering staat onder andere het volgende te lezen:

«Encore que cette critique puisse être formulée de manière plus pertinente contre d'autres pièces de la procédure y compris les décisions de justice, on a d'abord déploré le caractère très obscur de la terminologie des citations. En effet, le langage judiciaire n'est guère accessible au non-spécialiste qui confond parfois, en relevant l'un ou l'autre termes menaçants, assignation et jugement de condamnation;...

Devant l'urgence et la gravité du problème, un groupe de travail... a été constitué; il présentera des propositions concrètes destinées à moderniser et à simplifier le langage judiciaire et à faire figurer clairement dans les actes destinés au justiciable tous les éléments lui permettant de réagir utilement... » (G. de Leval, *Journal des Procès* van 24 juni 1983, blz. 13).

Dankzij de commissie «Université - Palais de Liège» werd die wens werkelijkheid. Het resultaat van de daartoe georganiseerde bijeenkomsten tussen magistraten, advocaten, gerechtsdeurwaarders en universiteitsmedewerkers wordt kort weergegeven in het *Journal des Tribunaux* van 1984, blz. 261.

Het is geenszins de bedoeling van dit wetsvoorstel de rechtstaal te vernieuwen, want dat lijkt ons nogal utopisch.

mai 1974, J.O. 11 mai 1974; circulaire du 18 juin 1976, J.O. 6 juillet 1976; circulaire du 15 septembre 1977, J.O. 24 septembre 1977).

En Belgique, l'on peut relever que dans sa déclaration gouvernementale de 1979 le gouvernement se voulait «soucieux d'un droit proche des citoyens» (*Courrier hebdomadaire du CRISP*, n° 867, p. 28).

En 1980, le ministre de la Justice prenait l'initiative de créer des commissions chargées d'émettre un avis quant aux moyens qui permettraient l'utilisation d'un langage plus accessible au justiciable.

À notre connaissance, ces commissions n'ont pas fonctionné. Cependant, l'idée fut reprise par l'association syndicale des magistrats lors de son congrès du mois d'octobre 1980 consacré à l'accueil dans les palais de justice.

Les facultés de droit francophones lors du colloque qu'elles ont organisé à Bruxelles en janvier 1983 sur l'accès au droit et à la justice évoquèrent également le problème.

Le compte rendu de cette réunion précise notamment :

«Encore que cette critique puisse être formulée de manière plus pertinente contre d'autres pièces de la procédure y compris les décisions de justice, on a d'abord déploré le caractère très obscur de la terminologie des citations. En effet, le langage judiciaire n'est guère accessible au non-spécialiste qui confond parfois, en relevant l'un ou l'autre termes menaçants, assignation et jugement de condamnation ;...

Devant l'urgence et la gravité du problème, un groupe de travail ... a été constitué; il présentera des propositions concrètes destinées à moderniser et à simplifier le langage judiciaire et à faire figurer clairement dans les actes destinés au justiciable tous les éléments lui permettant de réagir utilement... » (G. de Leval, *Journal des Procès* du 24 juin 1983, p. 13).

La commission Université - Palais de Liège a permis de réaliser ces vœux et le résultat des rencontres organisées entre magistrats, avocats, huissiers et universitaires a été résumé dans le *Journal des Tribunaux* de 1984 à la page 261.

Le but de la présente proposition de loi n'est nullement de rénover le langage judiciaire, ce qui, nous semble-t-il, relève de l'utopie.

In een van zijn artikels dienaangaande kwam H. Battifol immers tot het volgende besluit: «Le rêve de vouloir remplacer, dans le langage juridique, tous les termes ignorés de la langue usuelle par leur définition en mots connus de cette langue, aurait pour résultat que les textes et décisions deviendraient illisibles non plus seulement pour les profanes, mais cette fois pour les juristes.» («*Observations sur la spécificité du vocabulaire juridique*», Mélanges dédiés à G. Marty, Université des sciences sociales de Toulouse, blz. 35.)

Wegens de dringende noodzaak beperkt dit wetsvoorstel zich ertoe de akten van rechtspleging, met name de dagvaarding en de betekening van een rechterlijke beslissing, begrijpelijker te maken voor de geadresseerde.

Sommigen zullen aanvoeren dat een wetgevend initiatief in die zin geenszins noodzakelijk is en dat overleg tussen de verschillende betrokkenen hetzelfde resultaat zou opleveren als dit wetsvoorstel.

Een analyse van vroegere pogingen ter zake leidt evenwel tot de vaststelling dat de wil om resultaten te boeken ontbreekt, met als gevolg: een ten top gedreven inertie.

Daarom moeten modellen voor gerechtelijke akten worden opgesteld en in het bijvoegsel bij het Gerechtelijk Wetboek opgenomen.

Het voorgaande verklaart waarom dwingende maatregelen tot bescherming van het algemeen belang gerechtvaardigd zijn.

Dit wetsvoorstel heeft enkel betrekking op burgerlijke geschillen. Andere takken van het recht komen niet in aanmerking wegens hun specifieke aard. Dat neemt echter niet weg dat ze later nog onder de loop kunnen worden genomen.

De voorgestelde modellen kwamen tot stand met inachtneming van de drie wensen die de commissie «Université - Palais de Liège» ter zake heeft geformuleerd, met name:

1° de weglating van archaïsche formuleringen;

2° de verbetering van de structuur;

3° een betere informatie aan degene tot wie de akte gericht is.

En effet, ainsi que concluait H. Battifol dans un de ses articles : «Le rêve de vouloir remplacer, dans le langage juridique tous les termes ignorés de la langue usuelle par leur définition en mots connus de cette langue, aurait pour résultat que les textes et décisions deviendraient illisibles non plus seulement pour les profanes, mais cette fois pour les juristes ». (« Observations sur la spécificité du vocabulaire juridique », Mélanges dédiés à G. MARTY, Université des sciences sociales de Toulouse, p. 35).

La présente proposition se limite donc, vu l'urgence, à tenter une amélioration de la compréhension par le destinataire de différents actes de procédure, à savoir la citation et la signification d'une décision de justice.

D'aucuns pourront invoquer qu'il n'est nullement besoin de légiférer en la matière et qu'une simple concertation entre les acteurs pourrait dégager une solution identique à celle proposée.

À la lecture des tentatives antérieures analysées ci-dessus un constat s'impose : l'inertie la plus totale par manque de volonté.

Il faut donc créer des modèles d'actes judiciaires, modèles insérés dans les annexes du Code judiciaire.

Cette raison justifie donc des mesures coercitives et ce dans l'intérêt général.

Le cadre de la présente proposition se limite au contentieux civil. Si les autres branches du droit n'ont pas été envisagées, c'est en raison de leur spécificité, mais elles ne manqueront certainement pas de faire l'objet d'études ultérieures.

Les modèles qui sont présentés, ont été rédigés avec le souci de respecter les trois souhaits formulés par la Commission Université - Palais de Liège soit :

1° l'élimination des formules archaïques;

2° l'amélioration de la structure;

3° l'amélioration de l'information fournie au destinataire de l'acte.

Thierry GIET (PS)
André FRÉDÉRIC (PS)

WETSVOORSTEL

Artikel 1

Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

Art. 2

Artikel 43 van het Gerechtelijk Wetboek wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt:

«Op straffe van nietigheid dient het betekeningsexploit overeenkomstig de in Bijvoegsel II van dit Wetboek opgenomen modellen te worden opgesteld.».

Art. 3

Na het Bijvoegsel bij het Gerechtelijk Wetboek, waarvan de huidige tekst Bijvoegsel I vormt, wordt een Bijvoegsel II (*nieuw*) ingevoegd met als opschrift: «Bijvoegsel II, Modellen», dat de bij deze wet gevoegde modellen bevat voor een dagvaardings- en betekeningsexploit inzake rechterlijke beslissingen.

11 januari 2000

PROPOSITION DE LOI

Article 1^{er}

La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution.

Art. 2

L'article 43 du Code judiciaire est complété par un troisième alinéa rédigé comme suit:

«À peine de nullité l'exploit de signification est rédigé de manière conforme aux modèles prévus à l'Annexe II du présent Code.».

Art. 3

À la suite de l'Annexe du Code judiciaire, dont le texte actuel forme l'Annexe I, il est inséré une Annexe II (*nouvelle*), intitulée: «Annexe II : Modèles», et contenant les modèles d'exploit de citation et de signification d'une décision de justice annexés à la présente loi.

11 janvier 2000

Thierry GIET (PS)
André FRÉDÉRIC (PS)
Fred ERDMAN (SP)
Fauzaya TALHAOUÏ (AGALEV-ECOLO)
Vincent DECROLY (AGALEV-ECOLO)
Geert VERSNICK (VLD)
Jean-Jacques VISEUR (PSC)
Jo VANDEURZEN (CVP)
Charles MICHEL (PRL FDF MCC)

BIJVOEGSEL

1. MODEL VOOR EEN DAGVAARDINGSEXPLOOT

Op een blanco vel met zijn briefhoofd preciseert de gerechtsdeurwaarder wat volgt :

«Ik deel u mee dat u via bijgaand document wordt opgeroepen om voor de rechtbank te verschijnen.

In uw belang nodig ik u uit dat document aandachtig te lezen en u op de aangegeven dag en uur te melden bij de rechtbank die u is meegedeeld.

Het staat u vrij de hulp van een advocaat in te roepen.

Mocht u dat nodig vinden, dan kunt u op (de aangegeven dagen en uren - *[in te vullen]*) contact zoeken met het Bureau van consultatie en verdediging van uw woonplaats. Dat bureau bevindt zich op het volgende adres : *[in te vullen]*. Daar zal men u meedelen welke procedure u moet volgen wanneer u kosteloos door een advocaat wil worden bijgestaan.

Zo u zich niet in persoon of via een advocaat bij de rechtbank meldt, kan de rechter in uw afwezigheid een vonnis wijzen.».

Plaats en datum (dag, maand, jaar)

OP VERZOEK VAN
IDENTITEIT VAN DE VERZOEKER VOLGENS HET BEPAALDE IN ARTIKEL 43 VAN
HET GERECHTELIJK WETBOEK (desnoods met toevoeging «die als advocaat heeft», gevolgd van diens identiteit)

ROEPT DE ONDERGETEKENDE,
IDENTITEIT VAN DE GERECHTSDEURWAARDER (voornaam, naam, adres)

IDENTITEIT VAN DE VERWEERDER VOLGENS HET BEPAALDE IN ARTIKEL 43 VAN
HET GERECHTELIJK WETBOEK

OP OM OP (datum) **OM** (uur) **TE VERSCHIJNEN VOOR** (rechtbank)

OM ZICH TE VERWEREN TEGEN DE HIERNA UITEENGEZETTE VORDERING

REDENEN VAN DE VORDERING EN BESCHIKKEND GEDEELTE

Overeenkomstig het bepaalde in artikel 43 van het Gerechtelijk Wetboek, vermeldt de optredende griffier de gedetailleerde opgave van de kosten van de akte, de wijze waarop ze wordt betekend alsmede de wijze waarop u de betekening voor ontvangst moet tekenen, en ondertekent hij het exploit.

DEEL
EEN

DEEL
TWEDE

DEEL
DRIE

ANNEXE

1. MODÈLE D'EXPLOIT DE CITATION

Sur une page blanche à l'entête de l'huissier de Justice, celui précise :

«Je vous informe que le document annexé à la présente est une convocation à comparaître devant un tribunal.

Dans votre intérêt, je vous invite à lire attentivement le document ci-joint et à vous rendre les jour et heure indiqués devant le tribunal renseigné.

Il vous est loisible de recourir aux services d'un avocat.

En cas de besoin, vous pouvez prendre contact avec le Bureau de consultation et de défense du lieu de votre domicile dont l'adresse est [à préciser] aux jours et heures [à préciser] qui vous informera sur la procédure à suivre pour disposer de l'assistance gratuite d'un avocat.

En cas de non présentation devant le tribunal en personne ou par un avocat, un jugement pourra être prononcé en votre absence.».

Lieu et date (jour, mois et année)

A LA DEMANDE DE:

IDENTITÉ DU DEMANDEUR SELON LE PRESCRIT DE L'ARTICLE 43 DU CODE JUDICIAIRE (Le cas échéant rajout de la mention: «ayant pour avocat», suivie de son identité)

MOI,

IDENTITÉ DE L'HUISSIER (nom, prénom, adresse)

CONVOQUE :

IDENTITÉ DU DÉFENDEUR SELON LE PRESCRIT DE L'ARTICLE 43 DU CODE JUDICIAIRE

A SE PRÉSENTER LE (date) **A** (heure) **DEVANT** (juridiction)

POUR SE DÉFENDRE CONTRE LA DEMANDE EXPOSÉE ICI APRÈS

MOTIFS DE LA DEMANDE ET DISPOSITIF

Conformément au prescrit de l'article 43 du Code judiciaire, l'huissier de Justice instrumentant précisera le coût détaillé de l'acte, le mode de signification, la formalité du visa et signera l'exploit.

*PREMIÈRE
PARTIE*

*DEUXIÈME
PARTIE*

*TROISIÈME
PARTIE*

2. MODELLEN VOOR DE BETEKENING VAN EEN RECHTERLIJKE BESLISSING

A/ VONNIS IN LAATSTE AANLEG BIJ VERSTEEK GEWEZEN DOOR DE VREDERECHTER & DOOR DE POLITIERECHTBANK (AFDELING BURGERLIJKE ZAKEN)

Op een blanco vel met zijn briefhoofd preciseert de gerechtsdeurwaarder wat volgt :

«Ik deel u mee dat bijgaand document een vonnis is dat werd gewezen door [*in te vullen*].

In uw belang nodig ik u uit die beslissing aandachtig te lezen.

De rechter heeft dit vonnis gewezen in uw afwezigheid of in die van de persoon die gemachtigd is u te vertegenwoordigen.

Zo u het met dit vonnis niet eens bent, kunt u daartegen in verzet komen, wat betekent dat u dezelfde rechter kunt verzoeken uw zaak opnieuw te bekijken.

Daartoe moet u een beroep doen op een gerechtsdeurwaarder, die uw tegenstander(s) opnieuw moet oproepen.

Met ingang van vandaag beschikt u over één maand om op te treden.

Het staat u vrij de hulp van een advocaat in te roepen.

Mocht u dat nodig vinden, dan kunt u op (de aangegeven dagen en uren - (*in te vullen*)) contact zoeken met het Bureau van consultatie en verdediging van uw woonplaats. Dat bureau bevindt zich op het volgende adres : (*in te vullen*). Daar zal men u meedelen welke procedure u moet volgen wanneer u kosteloos door een advocaat wil worden bijgestaan.»

DEEL
EEN

2. MODÈLES DE SIGNIFICATION D'UNE DÉCISION DE JUSTICE

A/ JUGEMENT PRONONCÉ PAR DÉFAUT PAR LE JUGE DE PAIX & PAR LE TRIBUNAL DE POLICE (SECTION CIVILE) EN DERNIER RESSORT

Sur une page blanche à l'entête de l'huissier de justice, celui-ci précise :

«Je vous informe que le document annexé à la présente est un jugement prononcé par [à préciser].

Dans votre intérêt, je vous invite à lire attentivement la décision ci-jointe.

Ce jugement a été prononcé en votre absence ou celle de toute personne pouvant vous représenter.

Si vous n'êtes pas d'accord avec ce jugement, il vous est possible de faire opposition à celui-ci, ce qui signifie que vous pourrez demander au même juge de revoir votre affaire.

Pour ce faire, il vous faut recourir au service d'un huissier de justice qui devra reconvoquer votre ou vos adversaire(s).

Vous disposez d'un délai d'un mois à dater de ce jour pour agir.

Il vous est loisible de recourir aux services d'un avocat.

En cas de besoin, vous pouvez prendre contact avec le Bureau de consultation et de défense du lieu de votre domicile dont l'adresse est [à préciser] aux jours et heures [à préciser] qui vous informera sur la procédure à suivre pour disposer de l'assistance gratuite d'un avocat.»

PREMIÈRE
PARTIE

B/ VONNIS IN LAATSTE AANLEG OP TEGENSPRAAK GEWEZEN DOOR DE VREDERECHTER
& DE POLITIERECHTBANK (AFDELING BURGERLIJKE ZAKEN)

Op een blanco vel met zijn briefhoofd preciseert de gerechtsdeurwaarder wat volgt :

«Ik deel u mee dat bijgaand document een vonnis is dat werd gewezen door [*in te vullen*].

In uw belang nodig ik u uit die beslissing aandachtig te lezen.

De rechter heeft dit vonnis gewezen in uw aanwezigheid of in die van de persoon die gemachtigd is u te vertegenwoordigen.

Zo u het met dit vonnis niet eens bent, kunt u daartegen cassatieberoep aantekenen. Het gaat daarbij om een uitzonderlijke procedure die de medewerking vereist van een advocaat van de balie bij het Hof van Cassatie. Zo u een dergelijke procedure overweegt, kunt in elk geval contact zoeken met een advocaat, die u zal adviseren of het raadzaam is de zaak voor het Hof van Cassatie te brengen.

Met ingang van vandaag beschikt u over drie maanden om op te treden.

Mocht u dat nodig vinden, dan kunt u op (de aangegeven dagen en uren - (*in te vullen*)) contact zoeken met het Bureau van consultatie en verdediging van uw woonplaats. Dat bureau bevindt zich op het volgende adres : (*in te vullen*). Daar zal men u meedelen welke procedure u moet volgen wanneer u kosteloos door een advocaat wil worden bijgestaan.»

DEEL
EEN

B/ JUGEMENT CONTRADICTOIRE PRONONCÉ PAR LE JUGE DE PAIX
& LE TRIBUNAL DE POLICE (SECTION CIVILE) EN DERNIER RESSORT

Sur une page blanche à l'entête de l'huissier de justice, celui-ci précise :

«Je vous informe que le document annexé à la présente est un jugement prononcé par [à préciser].

Dans votre intérêt, je vous invite à lire attentivement la décision ci-jointe.

Ce jugement a été prononcé en votre présence ou celle de toute personne pouvant vous représenter.

Si vous n'êtes pas d'accord avec ce jugement, il vous est possible de vous pourvoir en cassation. Il s'agit d'une procédure exceptionnelle qui nécessite le concours d'un avocat du barreau près la Cour de cassation. En toute hypothèse, si vous envisagez une telle procédure, il vous est possible de prendre contact avec un avocat qui pourra vous conseiller sur l'opportunité de saisir la Cour de cassation.

Pour ce faire vous disposez d'un délai de trois mois à dater de ce jour.

En cas de besoin, vous pouvez prendre contact avec le Bureau de consultation et de défense du lieu de votre domicile dont l'adresse est [à préciser] aux jours et heures [à préciser] qui vous informera sur la procédure à suivre pour disposer de l'assistance gratuite d'un avocat.»

*PREMIÈRE
PARTIE*

C/ VONNIS IN EERSTE AANLEG BIJ VERSTEK GEWEZEN DOOR DE VREDERECHTER OF
DE POLITIERECHTBANK (AFDELING BURGERLIJKE ZAKEN)
& DE RECHTBANK VAN EERSTE AANLEG (AFDELING BURGERLIJKE ZAKEN)

Op een blanco vel met zijn briefhoofd preciseert de gerechtsdeurwaarder wat volgt :

«Ik deel u mee dat bijgaand document een vonnis is dat werd gewezen door [*in te vullen*].

In uw belang nodig ik u uit die beslissing aandachtig te lezen.

De rechter heeft dit vonnis gewezen in uw afwezigheid of in die van de persoon die gemachtigd is u te vertegenwoordigen.

Zo u het met dit vonnis niet eens bent, kunt u daartegen in verzet komen, wat betekent dat u dezelfde rechter kunt verzoeken uw zaak opnieuw te bekijken.

Daartoe moet u een beroep doen op een gerechtsdeurwaarder, die uw tegenstander(s) opnieuw moet oproepen.

Met ingang van vandaag beschikt u over één maand om op te treden.

Ook kunt u tegen dat vonnis in hoger beroep gaan, wat betekent dat uw zaak zal worden behandeld door [*in te vullen*].

Daartoe moet u een verzoekschrift tot hoger beroep opstellen, dat op straffe van nietigheid de opgaven moet bevatten als bedoeld in artikel 1057 van het Gerechtelijk Wetboek. Dat verzoekschrift moet u binnen één maand te rekenen van vandaag neerleggen op de griffie [*in te vullen, met het adres van de griffie van de bevoegde rechtbank*].

Het staat u vrij de hulp in te roepen van een advocaat.

Mocht u dat nodig vinden, dan kunt u op (de aangegeven dagen en uren - (*in te vullen*)) contact zoeken met het Bureau van consultatie en verdediging van uw woonplaats. Dat bureau bevindt zich op het volgende adres : (*in te vullen*). Daar zal men u meedelen welke procedure u moet volgen wanneer u kosteloos door een advocaat wil worden bijgestaan.»

DEEL
EEN

C/ JUGEMENT PRONONCÉ PAR DÉFAUT PAR LE JUGE DE PAIX OU
LE TRIBUNAL DE POLICE (SECTION CIVILE) EN PREMIER RESSORT
& LE TRIBUNAL DE PREMIÈRE INSTANCE (SECTION CIVILE)

Sur une page blanche à l'entête de l'huissier de justice, celui-ci précise :

«Je vous informe que le document annexé à la présente est un jugement prononcé par [à préciser].

Dans votre intérêt, je vous invite à lire attentivement la décision ci-jointe.

Ce jugement a été prononcé en votre absence ou celle de toute personne pouvant vous représenter.

Si vous n'êtes pas d'accord avec ce jugement, il vous est possible de faire opposition à celui-ci, ce qui signifie que vous pourrez demander au même juge de revoir votre affaire.

Pour ce faire, il vous faut recourir au service d'un huissier de justice qui devra reconvoquer votre ou vos adversaire(s).

Vous disposez d'un délai d'un mois à dater de ce jour pour agir.

Vous pouvez également faire appel de ce jugement ce qui signifie que votre affaire sera examinée par [à préciser].

Pour ce faire, il faut rédiger une requête d'appel qui doit comprendre à peine de nullité les mentions prévues à l'article 1057 du Code judiciaire et la déposer dans le délai d'un mois à dater de ce jour au greffe [à préciser, avec l'adresse du greffe de la juridiction compétente].

Il vous est loisible de consulter un avocat.

En cas de besoin, vous pouvez prendre contact avec le Bureau de consultation et de défense du lieu de votre domicile dont l'adresse est [à préciser] aux jours et heures [à préciser] qui vous informera sur la procédure à suivre pour disposer de l'assistance gratuite d'un avocat.».

PREMIÈRE
PARTIE

D/ VONNIS IN EERSTE AANLEG OP TEGENSPRAAK GEWEZEN DOOR DE VREDERECHTER
OF DE POLITIERECHTBANK (AFDELING BURGERLIJKE ZAKEN)
& DE RECHTBANK VAN EERSTE AANLEG (AFDELING BURGERLIJKE ZAKEN)

Op een blanco vel met zijn briefhoofd preciseert de gerechtsdeurwaarder wat volgt :

«Ik deel u mee dat bijgaand document een vonnis is dat werd gewezen door *[in te vullen]*.

In uw belang nodig ik u uit die beslissing aandachtig te lezen.

De rechter heeft dit vonnis gewezen in uw afwezigheid of in die van de persoon die gemachtigd is u te vertegenwoordigen.

Zo u het met dit vonnis niet eens bent, kunt u daartegen in hoger beroep gaan, wat betekent dat uw zaak zal worden behandeld door *[in te vullen]*.

Daartoe moet u een verzoekschrift tot hoger beroep opstellen, dat op straffe van nietigheid de opgaven moet bevatten als bedoeld in artikel 1057 van het Gerechtelijk Wetboek. Dat verzoekschrift moet u binnen één maand te rekenen van vandaag neerleggen op de griffie *[in te vullen, met het adres van de griffie van de bevoegde rechtbank]*.

Het staat u vrij de hulp in te roepen van een advocaat.

Mocht u dat nodig vinden, dan kunt u op (de aangegeven dagen en uren - *[in te vullen]*) contact zoeken met het Bureau van consultatie en verdediging van uw woonplaats. Dat bureau bevindt zich op het volgende adres : *[in te vullen]*. Daar zal men u meedelen welke procedure u moet volgen wanneer u kosteloos door een advocaat wil worden bijgestaan.»

DEEL
EEN

D/ JUGEMENT CONTRADICTOIRE PRONONCÉ PAR LE JUGE DE PAIX OU
LE TRIBUNAL DE POLICE (SECTION CIVILE) EN PREMIER RESSORT
& LE TRIBUNAL DE PREMIÈRE INSTANCE (SECTION CIVILE)

Sur une page blanche à l'entête de l'huissier de justice, celui-ci précise :

«Je vous informe que le document annexé à la présente est un jugement prononcé par [à préciser].

Dans votre intérêt, je vous invite à lire attentivement la décision ci-jointe.

Ce jugement a été prononcé en votre présence ou celle de toute personne pouvant vous représenter.

Si vous n'êtes pas d'accord avec ce jugement, il vous est possible de faire appel de cette décision ce qui signifie que votre affaire sera examinée par [à préciser].

Pour ce faire, il faut rédiger une requête d'appel qui doit comprendre à peine de nullité les mentions prévues à l'article 1057 du Code judiciaire et la déposer dans le délai d'un mois à dater de ce jour au greffe [à préciser, avec l'adresse du greffe de la juridiction compétente].

Il vous est loisible de consulter un avocat.

En cas de besoin, vous pouvez prendre contact avec le Bureau de consultation et de défense du lieu de votre domicile dont l'adresse est [à préciser] aux jours et heures [à préciser] qui vous informera sur la procédure à suivre pour disposer de l'assistance gratuite d'un avocat.».

PREMIÈRE
PARTIE

E/VONNIS IN HOGER BEROEP BIJ VERSTEK GEWEZEN DOOR DE RECHTBANK VAN EERSTE AANLEG
(AFDELING BURGERLIJKE ZAKEN)
& ARREST BIJ VERSTEK GEWEZEN DOOR HET HOF VAN BEROEP BESLISSEND OVER EEN VONNIS
GEWEZEN DOOR DE RECHTBANK VAN EERSTE AANLEG
(AFDELING BURGERLIJKE ZAKEN)

Op een blanco vel met zijn briefhoofd preciseert de gerechtsdeurwaarder wat volgt :

«Ik deel u mee dat bijgaand document een vonnis/arrest is dat werd gewezen door [*in te vullen*].

In uw belang nodig ik u uit die beslissing aandachtig te lezen.

De rechter heeft dit vonnis/arrest gewezen in uw afwezigheid of in die van de persoon die gemachtigd is u te vertegenwoordigen.

Zo u het met dit vonnis/arrest niet eens bent, kunt u daartegen in verzet komen, wat betekent dat u dezelfde rechter kunt verzoeken uw zaak opnieuw te bekijken.

Daartoe moet u een beroep doen op een gerechtsdeurwaarder, die uw tegenstander(s) opnieuw moet oproepen.

Met ingang van vandaag beschikt u over één maand om op te treden.

Het staat u vrij de hulp van een advocaat in te roepen.

Mocht u dat nodig vinden, dan kunt u op (de aangegeven dagen en uren - (*in te vullen*)) contact zoeken met het Bureau van consultatie en verdediging van uw woonplaats. Dat bureau bevindt zich op het volgende adres : (*in te vullen*). Daar zal men u meedelen welke procedure u moet volgen wanneer u kosteloos door een advocaat wil worden bijgestaan.»

DEEL
EEN

E/ JUGEMENT PRONONCÉ PAR DÉFAUT PAR LE TRIBUNAL DE PREMIÈRE INSTANCE
(SECTION CIVILE) STATUANT EN DEGRÉ D'APPEL
& ARRÊT PRONONCÉ PAR DÉFAUT PAR LA COUR D'APPEL CONNAISSANT
D'UN JUGEMENT PRONONCÉ PAR LE TRIBUNAL DE PREMIÈRE INSTANCE
(SECTION CIVILE)

Sur une page blanche à l'entête de l'huissier de justice, celui-ci précise :

«Je vous informe que le document annexé à la présente est un jugement / arrêt prononcé par [à préciser].

Dans votre intérêt, je vous invite à lire attentivement la décision ci-jointe.

Ce jugement / Cet arrêt a été prononcé en votre absence ou celle de votre avocat.

Si vous n'êtes pas d'accord avec ce jugement / cet arrêt, il vous est possible de faire opposition à celui-ci, ce qui signifie que vous pourrez demander au même juge de revoir votre affaire.

Pour ce faire, il vous faut recourir au service d'un huissier de justice qui devra reconvoquer votre ou vos adversaire(s).

Vous disposez d'un délai d'un mois à dater de ce jour pour agir.

Il vous est loisible de consulter un avocat,

En cas de besoin, vous pouvez prendre contact avec le Bureau de consultation et de défense du lieu de votre domicile dont l'adresse est [à préciser] aux jours et heures [à préciser] qui vous informera sur la procédure à suivre pour disposer de l'assistance gratuite d'un avocat.»

PREMIÈRE
PARTIE

F/ VONNIS IN HOGER BEROEP OP TEGENSPRAAK GEWEZEN DOOR DE RECHTBANK
VAN EERSTE AANLEG (AFDELING BURGERLIJKE ZAKEN)
& ARREST BIJ VERSTEEK GEWEZEN DOOR HET HOF VAN BEROEP BESLISSEND OVER EEN VONNIS
GEWEZEN DOOR DE RECHTBANK VAN EERSTE AANLEG
(AFDELING BURGERLIJKE ZAKEN)

Op een blanco vel met zijn briefhoofd preciseert de gerechtsdeurwaarder wat volgt :

«Ik deel u mee dat bijgaand document een vonnis / arrest is dat werd gewezen door [*in te vullen*].

In uw belang nodig ik u uit die beslissing aandachtig te lezen.

De rechter heeft dit vonnis / arrest gewezen in uw aanwezigheid of in die van uw advocaat.

Zo u het met dit vonnis / arrest niet eens bent, kunt u daartegen cassatieberoep aantekenen. Het gaat daarbij om een uitzonderlijke procedure die de medewerking vereist van een advocaat van de balie bij het Hof van Cassatie. Zo u een dergelijke procedure overweegt, kunt in elk geval contact zoeken met een advocaat, die u zal adviseren of het raadzaam is de zaak voor het Hof van Cassatie te brengen.

**DEEL
EEN**

Met ingang van vandaag beschikt u over drie maanden om op te treden.

Mocht u dat nodig vinden, dan kunt u op (de aangegeven dagen en uren - (*in te vullen*)) contact zoeken met het Bureau van consultatie en verdediging van uw woonplaats. Dat bureau bevindt zich op het volgende adres : (*in te vullen*). Daar zal men u meedelen welke procedure u moet volgen wanneer u kosteloos door een advocaat wil worden bijgestaan.»

F/ JUGEMENT CONTRADICTOIRE PRONONCÉ PAR LE TRIBUNAL DE PREMIÈRE INSTANCE (SECTION CIVILE) STATUANT EN DEGRÉ D'APPEL
& ARRÊT CONTRADICTOIRE PRONONCÉ PAR LA COUR D'APPEL CONNAISSANT
D'UN JUGEMENT PRONONCÉ PAR LE TRIBUNAL DE PREMIÈRE INSTANCE
(SECTION CIVILE)

Sur une page blanche à l'entête de l'huissier de justice, celui-ci précise :

«Je vous informe que le document annexé à la présente est un jugement / arrêt prononcé par [à préciser].

Dans votre intérêt, je vous invite à lire attentivement la décision ci-jointe.

Ce jugement / Cet arrêt a été prononcé en votre présence ou celle de votre avocat.

Si vous n'êtes pas d'accord avec ce jugement / cet arrêt, il vous est possible de vous pourvoir en cassation. Il s'agit d'une procédure exceptionnelle qui nécessite le concours d'un avocat du barreau près la Cour de cassation. En toute hypothèse, si vous envisagez une telle procédure, il vous est possible de prendre contact avec un avocat qui pourra vous conseiller sur l'opportunité de saisir la Cour de cassation.

Pour ce faire vous disposez d'un délai de trois mois à dater de ce jour.

En cas de besoin, vous pouvez prendre contact avec le Bureau de consultation et de défense du lieu de votre domicile dont l'adresse est [à préciser] aux jours et heures [à préciser] qui vous informera sur la procédure à suivre pour disposer de l'assistance gratuite d'un avocat.».

**PREMIÈRE
PARTIE**

(te gebruiken in de gevallen bedoeld in de punten 2, A tot F van dit Bijvoegsel)

BETEKENING

Plaats en datum (dag, maand, jaar)

OP VORDERING VAN

IDENTITEIT VAN DE EISER VOLGENS HET BEPAALDE IN ARTIKEL 43 VAN HET GERECHTELIJK WETBOEK (desnoods met de toevoeging «die als advocaat heeft», gevolgd van diens identiteit)

HEEFT DE ONDERGETEKENDE,

IDENTITEIT VAN DE GERECHTSDEURWAARDER (voornaam, naam, adres)

AAN

IDENTITEIT VAN DE GEADRESSEERDE VOLGENS HET BEPAALDE IN ARTIKEL 43 VAN HET GERECHTELIJK WETBOEK

het uitvoerbaar verklaarde vonnis / arrest gewezen door [in te vullen] op [in te vullen]

BETEKEND EN HEM DAARVAN EEN EENSLUIDEND AFSCHRIFT TER HAND GESTELD

Het afschrift van het vonnis / arrest gaat aan deel drie vooraf.

Overeenkomstig het bepaalde in artikel 43 van het Gerechtelijk Wetboek, vermeldt de instrumenterend griffier de gedetailleerde kostprijs van de akte, de wijze waarop ze wordt betekend alsmede de wijze waarop u de betekening voor ontvangst moet tekenen, en ondertekent hij het exploit.

*DEEL
TWEDE*

*DEEL
DRIE*

(à utiliser dans les cas visés aux points 2, A à F de la présente Annexe)

SIGNIFICATION:

Lieu et date (jour, mois et année)

A LA DEMANDE DE:

IDENTITÉ DU REQUÉRANT SELON LE PRESCRIT DE L'ARTICLE 43 DU CODE JUDICIAIRE (Le cas échéant rajout de la mention: «ayant pour avocat», suivie de son identité)

*DEUXIÈME
PARTIE*

MOI,

IDENTITÉ DE L'HUISSIER (nom, prénom, adresse)

AI SIGNIFIÉ ET LAISSÉ COPIE CONFORME A :

IDENTITÉ DU DESTINATAIRE SELON LE PRESCRIT DE L'ARTICLE 43 DU CODE JUDICIAIRE

du jugement / de l'arrêt rendu par [à préciser] le [à préciser] revêtu de la forme exécutoire.

L'expédition du jugement / de l'arrêt précède la troisième partie.

Conformément au prescrit de l'article 43 du Code judiciaire, l'huissier de Justice instrumentant préciserà le coût détaillé de l'acte, le mode de signification, la formalité du visa et signera l'exploit.

*TROISIÈME
PARTIE*